



REPUBLIQUE FRANCAISE  
COMMUNE DE MAYET

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

ARRETE DU 19 Janvier 2022

**ARRETE PERMANENT 2022/0009**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2211-1 ;  
L2212-1 ; L2212-2 et L 2212-5 ;

Vu le Code de la consommation et notamment les articles L121-1 à 7 ; L 121-21 à  
33 ; L 122-8 à 10 et L 122-11 à 15 ;

Vu le code pénal et notamment son article R.6 10-5 ;

Considérant le nombre d'appels croissant reçus en Mairie concernant des faits de  
démarchage commercial, quant à la nature des prestations proposées ;

Considérant qu'il est nécessaire aux services chargés de la sécurité de la voie  
publique de connaître les entités exerçant du démarchage commercial sur la  
commune ;

Considérant qu'il appartient au Maire de règlementer l'activité de cette pratique  
sur le territoire de la Commune de MAYET au vu de précédents faits ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de règlementer cette pratique dans l'intérêt  
général, afin de prévenir toute atteinte à la tranquillité et à l'ordre public,

**ARRETE**

**Article 1** : Toute société qui démarchage à domicile sur le territoire de la Commune de MAYET  
doit s'identifier auprès de la Mairie 48 heures avant de commencer sa prospection  
(délai obligatoire pour vérification),

**Article 2** : La pratique du démarchage sur le territoire de la Commune de MAYET est autorisée  
sous réserve que les intervenants précisent l'objet de leur démarchage et en  
présentent en Mairie :

- Un extrait K-bis de moins de 3 mois,
- Les cartes professionnelles des agents exerçant,
- Une pièce d'identité des agents exerçant,
- Le numéro de téléphone des démarcheurs,
- L'immatriculation des véhicules des agents prospectant,
- Les jours et durées de leurs interventions

Toute personne ne présentant pas les documents cités se verra interdite de toute prospection sur le territoire de la Commune de MAYET ,

**Article 3 :** Tout démarchage non déclaré en Mairie fera l'objet d'une interruption d'activité sur la commune. Les prospecteurs s'exposent à une contravention suivant la tarification en vigueur au moment de leur constatation,

**Article 4 :** Le fait d'avoir déclaré une prospection n'autorise en aucun cas le mandataire à se déclarer accrédité par la commune pour démarcher les particuliers.

**Article 5 :** Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

**Article 6 :** La Municipalité  
Mr le Commandant de la Communauté de Brigade de Pontvallain  
M. le Chef de le Police Municipale  
M. le Responsable des Services Techniques  
Mmes et Ms Les Adjoints  
M. le Chef du Centre d'Incendie et de Secours

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mairie de MAYET le 19 Janvier 2022

le Maire de MAYET

M. OUVRARD. P

